

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2153

20 août 2015

SOMMAIRE

Canada Bay S.à r.l.	103321	L2 B	103298
Cardoso Constructions S.à r.l.	103304	Le Bois du Breuil S.A.	103299
CCH S.A.	103304	LSF8 Lux Investments VI S.à r.l.	103314
CFSH Secondary Opportunities S.A. SICAR	103303	LSREF2 Taunus Investments S.à r.l.	103314
Clover UK Bidco S.à r.l.	103306	LSREF3 Octopus Investments S.à r.l.	103299
CLS Luxembourg S.à r.l.	103325	Lucrece S.à r.l.	103300
Coditel Debt S.à r.l.	103303	Mikrolux 1 S.A.	103328
Combourg S.A.	103303	MP D S.A.	103298
Comca II S.C.A.	103303	Myriam Schaefer S.A.	103299
Digital Crawley 2 S.à r.l.	103303	RICEWATER S.à R.L., société de gestion de patrimoine familial (SPF)	103301
Doric Investment SA	103331	Rusar Agro S.A.	103344
Euro Composites® S.A.	103329	Stugalux S.A.	103300
Finer S.A.	103302	Swilux	103300
FLE Finco S. à r.l.	103302	Tarpan HoldCo S.à r.l.	103300
Globant S.A.	103344	TeamSystem HoldCo S.à r.l.	103300
Holding Blanc Bleu 4 S.à r.l.	103298	Tell Group S.A.	103302
Ijoint Investments S.A.	103298	Tempyr S.à r.l.	103302
Intruma Corporate Services S.à r.l.	103298	Tilia Investments	103302
Ipsila S.A.	103304	TPL Glauchau S.à r.l.	103301
Ironie 19 S.A., SICAV-SIF	103305	Trilantic Events Management S.à r.l.	103301
Kenzan International S.A.	103304	Trilantic Events Management S.à r.l.	103301
Kismet International S.à r.l.	103317	Trinova Select ESP S.à r.l.	103299

MP D S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 171.230.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015096925/9.
(150107443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Holding Blanc Bleu 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 500.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 172.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 juin 2015.
Référence de publication: 2015100484/10.
(150110994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Ijoint Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 68.127.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015100499/10.
(150110443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Intruma Corporate Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 370.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 91.830.

Les comptes Annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 juin 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015100496/11.
(150110992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

L2 B, Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 152.509.

Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration de la Société tenu en date du 16 avril 2015 que le mandat d'administrateur délégué de Monsieur Thierry Behiels, né le 11 décembre 1959 à Gand (Belgique), demeurant au 87/A, rue Colonel Montegnée, 1332 Rixensart (Belgique) a été renouvelé pour une période de 6 ans, c'est-à-dire jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 29 juin 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015103184/14.
(150112613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

LSREF3 Octopus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 182.247.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103172/10.

(150114002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Myriam Schaefer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 176.137.

Extrait des résolutions adoptées par le Conseil d'Administration de la société tenue en date du 19 juin 2015:

M. Pascal WISNIEC, né le 07/04/1954 à Paris, avec adresse au 36, rue Bosquet, B-1060 Bruxelles, a été nommé en tant qu'Administrateur avec effet au 19 juin 2015 jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015103198/13.

(150112860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Le Bois du Breuil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 44.452.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour la société

LE BOIS DU BREUIL S.A.

Référence de publication: 2015103155/15.

(150113231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Trinova Select ESP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 179.295.

Il est porté à la connaissance de qui de droit que l'Associé unique de la Société, à savoir Dos Mil Doscientos Uno S.L. ayant son adresse professionnelle au Ronda Universitat 31 1-1, E-08007 Barcelona, Spain détenteur de 11 000 parts sociales de la société Trinova Select ESP S.à.r.l., a cédé la totalité de ses parts en date du 13 mai 2015 à la société Lumbier De Inversiones, S.L., ayant son siège social au Ronda Universitat 31, E- 08007 Barcelona, Spain.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Le Gérant

Référence de publication: 2015104403/16.

(150114005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Lucrece S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 100.612.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015096872/9.

(150107000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

TeamSystem HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.667.186,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 154.473.

Les comptes consolidés au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015104389/10.

(150114085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Tarpan HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 143.908.

Les comptes annuels au 30 Septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Tarpan Holdco S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015104387/11.

(150114392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Swilux, Société Anonyme.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.
R.C.S. Luxembourg B 32.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SWILUX S.A.

Signature

Référence de publication: 2015104377/11.

(150114265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Stugalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2316 Luxembourg, 112, boulevard du Général Patton.
R.C.S. Luxembourg B 11.348.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 08 juin 2015

L'assemblée générale a renouvelé le mandat du réviseur d'entreprises Grant Thornton Lux Audit SA, ayant son siège social à L-8308 Capellen, 89A, Pafébruch, enregistrée au R.C.S. de Luxembourg sous le n° B 43298 pour l'exercice des comptes 2015, son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en juin 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015104375/12.

(150114044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Trilantic Events Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 138.170.

Le bilan au 31 janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015104401/9.

(150113744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

TPL Glauchau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.175,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 123.105.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015097093/10.

(150107411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

RICEWATER S.à R.L., société de gestion de patrimoine familial (SPF), Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 235.227,15.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 140.136.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RICEWATER S.à r.l., Société de gestion de patrimoine familial (SPF)

Référence de publication: 2015102606/11.

(150111545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Trilantic Events Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.642,80.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 138.170.

Extrait des résolutions écrites prises par les associés en date du 18 juin 2015

Les associés ont décidé d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice au 31 janvier 2016 comme suit:

Conseil de gérance

M. Laurent Forget, demeurant professionnellement au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, gérant de catégorie B;

Romain Railhac, demeurant professionnellement au 35 Portman Square, GB-W1H 6LR Londres, gérant de catégorie B;

Michaël Madar, demeurant professionnellement au 35 Portman Square, GB-W1H 6LR Londres, gérant de catégorie B;

Jérôme Geier, demeurant professionnellement au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, gérant A;

Mme. Hélène Mercier demeurant professionnellement au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, gérant A.

Réviseur d'entreprises Agréé

Grant Thornton Lux Audit S.A., ayant son siège social au 89A, Pafebruch L-8308 Capellen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015104402/22.

(150113774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Tilia Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 169.486.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015104396/9.

(150113855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Tell Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 196.257.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015104417/10.

(150114578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Tempyr S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 123.803.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.6.2015.

Référence de publication: 2015104418/10.

(150113884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

FLE Finco S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 136.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FLE Finco S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015102989/11.

(150112887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Finer S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.
R.C.S. Luxembourg B 42.613.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24 avril 2015

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur Joseph WINANDY en qualité de délégué à la gestion journalière avec effet au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Pour avis sincère et conforme

Marie-Claire CASTELLUCCI

Directeur

Référence de publication: 2015102985/14.

(150112849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Coditel Debt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 130.807.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103760/9.

(150113581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Combourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 133.132.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015103766/10.

(150113518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Comca II S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 129.431.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Référence de publication: 2015103767/10.

(150114403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Digital Crawley 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 181.854.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12.06.2015.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015103794/12.

(150114074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

CFSH Secondary Opportunities S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 137.444.

L'adresse professionnelle de Madame Cynthia TOBIANO a changé et est maintenant: 18, rue de Hesse, 1204 Genève, Suisse.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Certifié sincère et conforme

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Référence de publication: 2015103747/13.

(150114432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Cardoso Construccions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 46, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 127.531.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015103736/10.

(150113511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.**Ipsila S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 86.742.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IPSILA S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015104020/12.

(150113666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.**CCH S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9746 Drauffelt, 2A, Welzerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 166.388.

Extrait de la résolution prise par le Conseil d'Administration de la Société en date du 11 mai 2015

Le Conseil d'administration de la Société a décidé:

- De nommer Fidelia, Corporate & Trust Services S.A., Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.508 en tant que dépositaire des titres au porteur émis par la Société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Le Mandataire

Référence de publication: 2015103743/15.

(150113940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.**Kenzan International S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 38.403.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par le Conseil d'Administration de la Société en date du 30 juin 2015 que la société YLP S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B189506, ayant son siège social au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, a été nommée, avec effet au 30 juin 2015, en tant que Agent Dépositaire de la Société, en respect de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 05 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015104043/17.

(150113827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Ironie 19 S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 172.720.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth of June.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "IRONIE 19 S.A., SICAV-FIS" (the "Company"), a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé in the form of a société anonyme, established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Luxembourg, (RCS Luxembourg B 172720) incorporated by a deed of the undersigned notary on the 12th of November 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2904 of November 30, 2012.

The meeting was presided by Elke DUMONT, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The Chairman then appointed as secretary Annick BRAQUET, private employee, residing professionally in Luxembourg,

and the meeting elected as scrutineer Arlette SIEBENALER, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. That all the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by notices sent by registered mail to all the shareholders on the 4th of June 2015.

2 The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies initialled "ne varietur" by the members of the bureau will be annexed to this document, to be registered with this deed.

3 The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda:

1. Resolution to open a liquidation process concerning the company "IRONIE 19 S.A., SICAV-SIF" and the remaining subfund "IRONIE 19 S.A., SICAV-SIF - Core" with effect from 16th of June 2015;

2. Nomination of Dr. Christian Jasperneite as liquidator;

3. Decision to close the liquidation after disposition of all assets;

4. Miscellaneous.

4. As it appears from said attendance list all the 318 shares in issue in the Company are represented at the present general meeting, so that the present meeting may deliberate validly on all the items of the agenda.

After deliberation, the general meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to dissolve the Company and to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire) with immediate effect.

Second resolution

The meeting resolves to appoint Dr. Christian Jasperneite, residing professionally in Ferdinandstraße 75, D-20095 Hamburg, born at Lüdinghausen on the 27th of December 1938, as liquidator of the Company (the Liquidator).

Third resolution

The meeting resolves to:

(i) confer to the Liquidator the broadest powers set forth in articles 144 et seq. of the Luxembourg Act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act); (ii) authorise the Liquidator to carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Companies Act, without the prior authorisation of the Shareholders; (iii) authorise the Liquidator to delegate, under its own responsibility, its powers, for specific operations or task, to one or several persons or entities; and (iv) authorise the Liquidator to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders, in accordance with article 148 of the Companies Act.

The meeting resolves to: (i) instruct the Liquidator to realise at the best of its abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company, to pay the debts of the Company and to issue a report on the liquidation of the Company; (ii) authorise the Liquidator, under its own responsibility, to delegate for certain determined operations, the whole or part of its powers to one or more proxies; and (iii) acknowledge that the Liquidator must not draw up an inventory and may rely on the books and accounts of the Company.

Fifth resolution

The meeting resolves that after disposition of all assets and payment of all liabilities and after a report has been established the current auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company (the Auditor) in respect of the liquidation of the Company, the liquidation may be closed by an extraordinary general meeting of shareholders.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that the present deed is worded in English.

This document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their respective names, first names, civil status and residences, the said persons signed together this original deed with us, the notary.

Signé: E. DUMONT, A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 24 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/19608. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015104021/67.

(150113582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Clover UK Bidco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.946.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-seventh day of the month of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 7 NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.314.

here represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy given in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on May 26th, 2015.

Said power of attorney, after having been initialled “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Clover UK Bidco S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Clover UK Bidco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security

interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) represented by seven hundred fifty (750) shares with a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its own shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing,

by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall

be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on December 31st, 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (GBP)
BRE/Europe 7NQ S.à r.l.	750	GBP 15,000
Total	750	GBP 15,000

All the shares have been entirely paid up by contribution in cash, so that the company has now at its disposal the sum of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on Commercial Companies have been fulfilled.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

The amount of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) corresponds to the amount of twenty-one thousand one hundred thirty-eight euro and sixty-seven cents (EUR 21,138.67) according to the exchange rate published by the European Central Bank on May 26th, 2015.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:

BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.304.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English followed by and German translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am siebenundzwanzigsten Mai.

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

BRE/Europe 7 NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 180.314,

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg am 26. Mai 2015.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch den Vertreter der Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Clover UK Bidco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Clover UK Bidco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften (einschließlich up-stream und side-stream Bürgschaften) geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000), eingeteilt in siebenhundertfünfzig (750) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je zwanzig Pfund Sterling (GBP 20).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine eigenen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gut-zuheißßen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per

ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft

eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u. a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (GBP)
BRE/Europe 7NQ S.à r.l.	750	GBP 15.000
Summe	750	GBP 15.000

Alle Anteile wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

103314

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400).

Der Betrag von fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000) entspricht dem Betrag von einundzwanzigtausend einhundertachtunddreißig Euro und siebenundsechzig Cents (EUR 21.138,67) gemäß dem von der Europäischen Zentralbank am 26. Mai 2015 veröffentlichten Wechselkurs.

Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.

2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

BRE/Management 7 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.304.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei der dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat derselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: S. Le Marec et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 5 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/12457. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015102066/465.

(150111832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

**LSREF2 Taunus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. LSF8 Lux Investments VI S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 192.487.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of June,

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) (the "RCS") under number B 91796 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, professionally residing at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a power of attorney, given in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, on 17 June 2015,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of LSF8 Lux Investments VI S.à r.l., a Luxembourg private limited liability

company (société à responsabilité limitée) registered with the RCS under number B 192487, with a share capital of EUR 12,500.-, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated 13 November 2014 (the “Articles”), published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) dated 24 December 2014 number 3978 (the “Company”). The articles of incorporation have not been amended since.

The appearing party, through its proxyholder, declared and requested the undersigned notary to state that:

1. The entire issued share capital represented by 100 (one hundred) shares is held by the Sole Shareholder.
2. The Sole Shareholder is represented by a proxy so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary decision of the Sole Shareholder so that the decisions can be validly taken on all the items of the below agenda.

3. The agenda of the meeting is as follows:

Agenda

- a) Change of the name of the Company to "LSREF2 Taunus Investments S.à r.l." (the “Name Change”);
- b) Subsequent amendment of article 4 (Name) of the Articles to reflect such Name Change;
- c) Amendment of article 8 (Shares) of the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 8. Shares.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence and entitles to one vote at the general meetings of shareholders, as the case may be.

As far as the Company is concerned, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint coowners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The transfer of the Company's shares inter vivos to third parties must be authorised in accordance with Article 189 of the Companies Act. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders of the Company.”

d) Amendment of the share register of the Company in order to reflect the change proposed above with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of the Sole Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the Name Change in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

The Sole Shareholder, represented as stated above, then, asked the undersigned notary to record their resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the Company’s name into “LSREF2 Taunus Investments S.à r.l.”.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to subsequently amend article 4 (Name) of the Articles so as to read it as follows in the English version of the Articles:

" **Art. 4. Name.** The corporate name of the Company is "LSREF2 Taunus Investments S.à r.l.".

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 8 (Shares) of the Articles so as to read it as set forth in item c of the agenda.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the change resolved above and hereby empower and authorise any manager of the Company and/or any employee of the Sole Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the Name Change in the share register of the Company and (ii) to any formalities in connection therewith.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder appearing signed, together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huit juin,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 91796 (l'Associé Unique),

ici représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, ayant son adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel qu'indiqué ci-avant, a déclaré être l'Associé Unique de LSF8 Lux Investments VI S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 192487, ayant un capital social de EUR 12.500,-, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, et constituée suivant un acte Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg daté du 13 novembre 2014 (les "Statuts") publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 24 décembre 2014, numéro 3978 (la «Société»). Les statuts de la société n'ont pas été modifiés depuis.

La partie comparante, par son mandataire, a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. La totalité du capital social, représentée par 100 (cent) parts sociales, est détenu par l'Associé Unique.
2. L'Associé Unique est représenté en vertu d'une procuration de sorte que toutes les parts sociales émises par la Société sont représentées à cette décision extraordinaire de l'Associé Unique et toutes les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points de l'ordre du jour ci-après.
3. L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour

- a) Changement de nom de la Société en «LSREF2 Taunus Investments S.à r.l.» (le «Changement de Dénomination»);
- b) Par conséquent, modification de l'article 4 (Dénomination) des Statuts afin d'y refléter ce Changement de Dénomination;
- c) Modification de l'article 8 (Parts sociales) des Statuts de sorte qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 8. Parts sociales.** Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices de la Société et donne droit à une voix dans les assemblées générales d'associés, le cas échéant.

A l'égard de la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des tiers doit être autorisé conformément à l'article 189 de la Loi de 1915. Cette autorisation n'est pas requise en cas de transfert de parts sociales à des associés de la Société.»

d) Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter le changement proposé ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et/ou à tout employé de l'Associé Unique, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription du Changement de Dénomination dans le registre de parts sociales de la Société et (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer le nom de la Société en «LSREF2 Taunus Investments S.à r.l.».

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide en conséquence de modifier l'article 4 (Dénomination) des Statuts, de sorte qu'il ait la teneur suivante dans la version française des Statuts:

« **Art. 4. Dénomination.** La société est dénommée «LSREF2 Taunus Investments S.à r.l.».

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier en conséquence de l'article 8 (Parts sociales) des Statuts de façon à le lire tel qu'établi au point c de l'ordre du jour.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements effectués ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et/ou tout employé de l' Associé Unique, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription du Changement de Dénomination dans le registre de parts sociales de la Société ainsi que (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française. A la requête de ce même mandataire et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au bureau du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du document faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire comparant et le notaire ont signé le présent acte original.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 19 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/13760. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015099738/145.

(150109792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Kismet International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 603.309,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 196.091.

In the year two thousand fifteen, on the eighth day of June,

Before us Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the sole shareholder of Kismet International S.à r.l., a "société à responsabilité limitée", duly incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 20,000 (twenty thousand US Dollars) and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 196.091 (the "Company"), incorporated before the undersigned notary on March 27, 2015, pursuant to a deed published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on June 6, 2015 under number 1422. The articles of association of the Company have not been amended since then.

There appeared,

Kismet Holdings Ltd, a company incorporated under the laws of the Republic of Cyprus, having its registered office at Poseidonos 1, Ledra Business Centre, Egkomi, 2406, Nicosia, Cyprus, registered with the Ministry of Energy, Commerce Industry and Tourism Department of Registrar of Companies and Official Receiver Nicosia under number HE 338236 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mr Gianpiero SADDI, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by a nominal amount of USD 583,309 (five hundred and eighty-three thousand three hundred and nine US Dollars) with the issuance of 583,309 (five hundred and eighty-three thousand three hundred and nine) shares, each having a nominal value of USD 1 (one US Dollar);

2. Subscription and payment of the share capital increase specified in item 1. above by the payment by the Sole Shareholder of an aggregate price of USD 2,916,547 (two million nine hundred and sixteen thousand five hundred and forty-seven US Dollars) which will be paid by contribution in cash out of which USD 583,309 (five hundred and eighty-three

thousand three hundred and nine US Dollars) are to be allocated to the share capital of the Company and USD 2,333,238 (two million three hundred and thirty-three thousand two hundred and thirty-eight US Dollars) shall be allocated to the share premium account of the Company;

3. Amendment of article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the share capital increase of the Company;

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, under his or her sole signature, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued share in the register of shareholders of the Company;

5. Appointment of Ms. Martine Grün as category B manager of the Company; and

6. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by a nominal amount of USD 583,309 (five hundred and eighty-three thousand three hundred and nine US Dollars)

in order to bring the share capital from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand US Dollars), represented by 20,000 (twenty thousand) shares with a par value of USD 1 (one US Dollar) each (the “Existing Shares”),

to an amount of USD 603,309 (six hundred and three thousand three hundred and nine US Dollars)

by the creation and issuance of 583,309 (five hundred and eighty-three thousand three hundred and nine) new shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to, and full payment of, the share capital increase as follows:

Intervention - Subscription - Payment

The Sole Shareholder, declares to:

(i) subscribe to 583,309 (five hundred and eighty-three thousand three hundred and nine) new shares of the Company having a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, for an aggregate amount of USD 2,916,547 (two million nine hundred and sixteen thousand five hundred and forty-seven US Dollars), including premium in an aggregate amount of USD 2,333,238 (two million three hundred and thirty-three thousand two hundred and thirty-eight US Dollars); and

(ii) fully pay up such new shares by way of a contribution in cash of USD 583,309 (five hundred and eighty-three thousand three hundred and nine US Dollars);

The amount of USD 2,916,547 (two million nine hundred and sixteen thousand five hundred and forty-seven US Dollars) of readily available cash paid by the Sole Shareholder (the “Cash Contribution”) is acknowledged. Evidence of the payment of the Cash Contribution has been given to the undersigned notary by means of a blocking certificate confirming the availability of the amount of the Cash Contribution on the Company's bank account and the notary expressly acknowledges the availability of the funds so paid.

The Sole Shareholder resolves to allocate an amount of USD 583,309 (five hundred and eighty-three thousand three hundred and nine US Dollars) of the Cash Contribution to the nominal share capital of the Company and an amount of USD 2,333,238 (two million three hundred and thirty-three thousand two hundred and thirty-eight US Dollars) of the Cash Contribution to the share premium account of the Company. As a result of the above, the share capital of the Company now amounts to USD 603,309 (six hundred and three thousand three hundred and nine US Dollars), represented by 603,309 (six hundred and three thousand three hundred and nine) shares, each such shares having a nominal value of USD 1 (one US Dollars).

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5.1. of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions, so that it shall read henceforth as follows:

Art. 5. Capital.

“5.1. The Company's corporate capital is fixed at USD 603,309 (six hundred and three thousand three hundred and nine US Dollars) represented by 603,309 (six hundred and three thousand three hundred and nine) shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, all subscribed and fully paid-up.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorizes any manager of the Company, each acting individually, under his or her sole signature, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued share in the register of shareholders of the Company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint Mrs. Martine Grün, born on March 19, 1975 in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and having her professional address at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duchy de Luxembourg, as B manager of the Company for an unlimited period.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 3500.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent and/or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed and possibly to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le huitième jour de juin, par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») de l'associé unique de Kismet International S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dont le capital social est de USD 20.000 (vingt mille dollars américains) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196.091 (la «Société»), constituée par devant le notaire instrumentant le 27 mars 2015, suivant un acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 5 juin 2015 sous le numéro 1422. Les Statuts n'ont pas été modifiés depuis.

A comparu

Kismet Holdings Ltd, un société consistée selon les lois de la République de Chypre, ayant son siège social au Poseidonos 1, Ledra Business Centre, Egkomi, 2406 Nicosia, Chypre, enregistrée auprès du Ministry of Energy, Commerce Industry and Tourism Department of Registrar of Companies and Official Receiver Nicosia sous le numéro HE 338236 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Mr Gianpiero SADDI, employé, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales de la Société.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de USD 583.309 (cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cents neuf dollars américains) par l'émission de 583.309 (cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cents neuf) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de USD 1 (un dollar américain);

2. Souscription et paiement de l'augmentation de capital social mentionnée au point 1. ci-dessus par le versement par les associés d'un montant global de USD 2.916.547 (deux millions neuf cent seize mille cinq cent quarante-sept dollars américains) qui seront payés par apport en espèce dont USD 583.309 (cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cents neuf dollars américains) seront alloués au capital social de la Société et USD 2.333.238 (deux millions trois cent trente-trois mille deux cent trente-huit dollars américains) seront affectés au compte prime d'émission de la Société;

3. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin d'y refléter l'augmentation du capital social mentionnée au point 1. ci-dessus;

4. Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, par sa seule signature, de procéder pour le Compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société;

5. Nomination de Mme Martine Grün en tant que gérant de catégorie B de la Société; et

6. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de USD 583.309 (cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cents neuf dollars américains),

afin de le porter de son montant actuel de USD 20.000 (vingt mille dollars américains), représenté par 20.000 (vingt mille) parts sociales, ayant une valeur nominale de USD 1 (un dollar américain) chacune,

à USD 603.309 (six cent trois mille trois cent neuf dollars américains),

par l'émission de 583.309 (cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cents neuf) nouvelles parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de USD 1 (un dollars américain).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et la libération intégrale de l'augmentation du capital social de la manière suivante:

Souscription - Libération

L'Associé Unique déclare:

(i) souscrire à 583.309 (cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cents neuf) nouvelles parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de USD 1 (un dollar américain) chacune, pour un montant établi de USD 2.916.547 (deux millions neuf cent seize mille cinq cent quarante-sept dollars américains), comprenant une prime d'émission d'un montant de USD 2.333.238 (deux millions trois cent trente-trois mille deux cent trente-huit dollars américains); et

(ii) les parts sociales sont intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de USD 583.309 (cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cents neuf dollars américains);

Le montant de USD 2.916.547 (deux millions neuf cent seize mille cinq cent quarante-sept dollars américains) des fonds disponibles payés par l'Associé Unique (la «Contribution en Numéraire») est reconnu. Une preuve du paiement de la Contribution en Numéraire a été remise au notaire instrumentant par le biais d'un certificat de blocage confirmant la disponibilité du montant de la Contribution en Numéraire sur le compte bancaire de la Société et le notaire reconnaît la disponibilité des fonds ainsi payés.

L'Associé Unique décide d'allouer un montant de USD 583.309 (cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cents neuf dollars américains) de la Contribution en Numéraire au capital social nominal de la Société et un montant de USD 2.333.238 (deux millions trois cent trente-trois mille deux cent trente-huit dollars américains) de la Contribution en Numéraire au compte de la prime d'émission de la Société. Par conséquent, the capital social de la Société est à présent de USD 603.309 (six cent trois mille trois cent neuf dollars américains), représenté par 603.309 (six cent trois mille trois cent neuf) parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de USD 1 (un dollar américain).

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

“ **5.1.** Le capital social est fixé à USD 603.309 (six cent trois mille trois cent neuf dollars américains), représenté par 603.309 (six cent trois mille trois cent neuf) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1 (un dollar américain) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.”

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, par sa seule signature, de procéder pour le Compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de nommer Mme Martine Grün, née le 19 mars 1975 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et ayant son adresse au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société pour une période indéterminée.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 3500.

Procuration

Les parties comparantes ci-dessus, par la présente, donne procuration à tout représentant et/ou employé de l'étude du notaire instrumentant, agissant individuellement afin de procéder au dépôt, à l'inscription, l'effacement, la publication ou tout autre opération utile ou nécessaire suite au présent acte et d'attirer l'attention sur toute erreur, lapsus ou typo dans le présent acte, de la/le corriger et de signer.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de l'associé unique, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 17 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/13526. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015099669/209.

(150110030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Canada Bay S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.000,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3A, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 196.752.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of June

Before Us, Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

STC International Limited, a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its address at GTS Chambers, Quastisky Building, Road Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands, acting solely in its capacity as trustee of the Balino Trust, as being the sole Shareholder (the "Sole Shareholder") of the Company

Canada Bay S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 15,000.- having its registered office at 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 196752 (the Company), incorporated pursuant to a deed of the undersigned Notary on May 7, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on May 21, 2015 under number 1316. The articles of association of the Company have not been amended since then;

here represented by Mr. Serge BERNARD, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of an "ad hoc" proxy given by substitution under private seal to him by Mr. Eric OSCH, Director - Corporate Services at Stonehage Corporate Services Luxembourg S.A..

Which power of attorney, after being signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record that:

I. the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. the agenda of the Meeting is as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one thousand United States dollars (USD 1,000) so as to bring it from its current amount of fifteen thousand USD (USD 15,000) to the amount of sixteen thousand US dollars (USD 16,000) by way of the issuance of one thousand (1,000) new Class A shares, each having a nominal value of one US Dollar (USD 1);

2. Subscription and payment of the share capital increase by way of a contribution in kind;

3. Amendment to article 7 of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the share capital increase adopted under item 1 above;

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed for and on behalf of the Company with the registration of such changes; and

5. Miscellaneous.

III. the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one thousand US dollars (USD 1,000) so as to bring it from its current amount of fifteen thousand USD (USD 15,000) to the amount of sixteen thousand US dollars (USD 16,000) by way of the issuance of one thousand (1,000) new Class A shares, each having a nominal value of one US Dollar (USD 1).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to subscribe to one thousand (1,000) new Class A shares, each having a nominal value of one US Dollar (USD 1), and fully pays such share up by way of a contribution in kind of a receivable in an aggregate amount of three million US Dollars (USD 3,000,000.-) (the Contribution).

The Contribution shall be allocated as follows:

- (i) one thousand US dollars (USD 1,000) to the share capital account of the Company; and
- (ii) two million nine hundred ninety nine thousand US dollars (USD 2,999,000.-) to the share premium account of the Company.

The valuation of the Contribution is evidenced by inter alia a valuation certificate issued on the date hereof by the Sole Shareholder and acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate).

The Certificate states, in essence, that:

“- the Sole Shareholder is the sole owner of the Receivable, is solely entitled to the Receivable and possesses the power to dispose of the Receivable;

- the Receivable is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);
- based on Luxembourg generally accepted accounting principles, the Receivable contributed to the Company is valued at least at three million US Dollars (USD 3,000,000.-);

- the Receivable contributed to the Company is freely transferable by the Sole Shareholder to the Company and is not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing its value; and

- all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable contributed to the Company have been or will be accomplished by the Sole Shareholder and upon the contribution of the Receivable by the Sole Shareholder to the Company, the Company will become the full owner of the Receivable.”

The Certificate and the Balance Sheet, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 7 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 7. Share Capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at sixteen thousand US dollars (USD 16,000) divided into:

- Fifteen thousand one hundred (15,100) class A shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- One hundred (100) class B shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- One hundred (100) class C shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- One hundred (100) class D shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- One hundred (100) class E shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- One hundred (100) class F shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- One hundred (100) class G shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- One hundred (100) class H shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- One hundred (100) class I shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up; and

- One hundred (100) class J shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment

of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the Legal Reserve.

The rights and obligations attached to the shares of the Company shall be identical except to the extent otherwise provided by these Articles or by the Law. Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meeting.“

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed for and on behalf of the Company with the registration of such changes.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder acting on behalf of the appearing party, the proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le douze juin.

Par-devant Nous, Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

STC International Limited, une société des îles vierges britanniques, avec adresse à GTS Chambers, Quastiskz Building, Road Town, Tortola VG1110,, British Virgin Islands, agissant uniquement en sa qualité de Trustee du Balino Trust, en sa qualité d'associé unique de la société

Canada Bay S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196752 (la Société), constituée suivant un acte du notaire instrumentaire le 7 mai 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 21 mai 2015 sous le numéro 1316. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors;

ici dûment représentée par M. Serge BERNARD, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration «ad hoc» donnée par substitution sous seing privé de M. Eric OSCH, Director - Corporate Services chez Stonehage Corporate Services Luxembourg S.A.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant;

1. Augmentation du capital social de la Société par un montant de mille dollars US (USD 1,000) de sorte de le porter de son montant actuel de quinze mille dollars US (USD 15.000) à un montant de seize mille dollars US (USD 16.000) par voie d'émission de mille (1,000) nouvelles parts sociales de classe A ayant une valeur nominale d'un dollar US chacune (USD 1);

2. Souscription et libération de l'augmentation de capital social par voie d'un apport en nature;

3. Modification de l'article 7 des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter l'augmentation de capital social mentionnée au point 1 ci-dessus;

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société afin de procéder au nom et pour le compte de la Société pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement de ces modifications; et

5. Divers.

III. l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par montant de mille dollars US (USD 1,000) de sorte de le porter de son montant actuel de quinze mille dollars US (USD 15.000) à un montant de seize mille dollars US (USD 16.000) par voie d'émission de mille (1,000) nouvelles parts sociales de classe A ayant une valeur nominale d'un dollar US (USD 1) chacune;

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de souscrire à mille (1,000) nouvelles parts sociales de classe A ayant une valeur nominale d'un dollar US (USD 1) chacune; et les libère intégralement par voie d'un apport en nature d'une créance d'un montant total de trois millions dollars US (USD 3.000.000) (l'Apport).

L'Apport doit être affecté comme suit:

- (i) mille dollars US (USD 1.000,-) au compte de capital social de la Société; et
- (ii) deux millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars US (USD 2.999.000,-) au compte de prime d'émission de la Société.

La valeur de l'Apport est justifiée par entre autres un certificat d'évaluation émis à la date des présentes par l'Associé Unique et reconnu et approuvé par la gérance de la Société (le Certificat).

Le Certificat atteste essentiellement que:

"- l'Associé Unique est l'unique propriétaire de la Créance, le seul ayant droit de la Créance et possède le droit de disposer de la Créance;

- la Créance est certaine, liquide et exigible en date due dans déduction;
- sur base de principes comptables luxembourgeois généralement acceptés, la Créance apportée à la Société est estimée à au moins trois millions de dollars US (USD 3.000.000,-);

- la Créance apportée à la Société est librement cessible par l'Associé Unique à la Société est n'est soumise à aucune restriction ni grevée d'aucun gage ou nantissement limitant sa cessibilité ou réduisant sa valeur; et - toutes les formalités pour transférer la propriété légale de la Créance apportée à la Société ont été accomplies ou seront accomplies par l'Associé Unique et dès l'apport de la Créance par l'Associé Unique à la Société, la Société deviendra plein propriétaire de la Créance."

Le Certificat et le Bilan, après avoir été signés "ne varietur" par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique décide de modifier l'article 7 des Statuts, de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

«Le capital social de la Société est fixé à la somme de seize mille dollars US (USD 16.000,-) divisé en:

- quinze mille cent (15.100) parts sociales de classe A d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Cent (100) parts sociales de classe B d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Cent (100) parts sociales de classe C d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Cent (100) parts sociales de classe D d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Cent (100) parts sociales de classe E d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Cent (100) parts sociales de classe F d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Cent (100) parts sociales de classe G d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Cent (100) parts sociales de classe H d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Cent (100) parts sociales de classe I d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées; et
- Cent (100) parts sociales de classe J d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de sa valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associées, ou pour être affecté à la Réserve Légale.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales de la Société sont identiques sauf stipulation contraire dans les Statuts ou dans la Loi. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires ou extraordinaires.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement de ces modifications.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont Acte, le présent acte a été passé à Esch-sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire agissant au nom de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: S. Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 juin 2015. Relation: EAC/2015/14106. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Monique Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier timbré à la société sur sa demande.

Esch-sur-Alzette, le 19 juin 2015.

Jean Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015100273/217.

(150110435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

CLS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.700.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 110.163.

In the year two thousand fifteen, on thirteenth day of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CLS GERMANY LIMITED, a Limited Partnership incorporated under the laws of the United Kingdom, having its registered office at 86, Bondway, GB - SW8 1SF London, registered with the Registrar of Companies under the number 4729592 (the "Shareholder"),

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in London, United Kingdom, on May 11th, 2015.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

The appearing party is the sole shareholder of CLS Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with a share capital of EUR 10,200,000.- (ten million two hundred thousand euro), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under the registration number B 110.163 (the "Company") incorporated under name of "St. Lazare Investments, S.à r.l., by a deed of Maître Marc LECUIT, then notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, actin in replacement of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 1386 dated December 14th, 2005.

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by deed of the instrumenting notary, on January 7th, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Shareholder represented at the present meeting acknowledges and accepts to hold the present extraordinary general meeting of the shareholders at the office of the undersigned notary, Maître Martine SCHAEFFER.

Such decision being justified by material circumstances, which prevent the holding of the present extraordinary general meeting of shareholders at the registered office of the Company as provided for in the articles of incorporation of the Company.

Such appearing party, represented as stated here above, has declared and requested the undersigned notary to state that the agenda of the Shareholder of the Company is worded as follows.

Agenda:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 5,500,000.- (five million five hundred Euros) by issuing 44,000 (forty-four thousand) new shares with a nominal value of EUR 125.- (one hundred and twenty-five Euros) each so as to raise it from its current amount of EUR 10,200,000.- (ten million two hundred thousand Euros) to EUR 15,700,000.- (fifteen million seven hundred thousand Euros) represented by 125,600 (one hundred twenty five thousand and six hundred) shares with a nominal value of EUR 125.- (one hundred and twenty-five Euros) each;

2. Subsequent amendment of article 6, first paragraph, of the articles of association of the Company as follows:

“The Companies’ corporate capital is fixed at FIFTEEN MILLION SEVEN HUNDRED THOUSAND EURO (15,700,000.- EUR) divided then into ONE HUNDRED AND TWENTY FIVE THOUSAND AND SIX HUNDRED (125,600) shares with a par value of ONE HUNDRED AND TWENTY-FIVE EURO (125.- EUR) per share, all subscribed and fully paid up.”

3. Subscription and payment of 44,000 (forty-four thousand) newly issued shares of a total par value of EUR 5,500,000.- (five million five hundred Euros) by a cash contribution of 5,500,000.- (five million five hundred Euros);

4. Miscellaneous.

The Shareholder of the Company, having recognised to be fully informed of the foregoing agenda and having waived convening notices, then passed the following resolutions:

First resolution

It is hereby resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of EUR 5,500,000.- (five million five hundred Euros) by issuing 44,000 (forty-four thousand) new shares with a nominal value of EUR 125.- (one hundred and twenty-five Euros) each so as to raise it from its current amount of EUR 10,200,000.- (ten million two hundred thousand Euros) represented by 81,600 (eighty-one thousand six hundred) shares to EUR 15,700,000.- (fifteen million seven hundred thousand Euros) represented by 125,600 (one hundred twenty five thousand and six hundred) shares with a nominal value of EUR 125.- (one hundred and twenty-five Euros) each.

Second resolution

Subscription and payment

Thereupon the Shareholder, duly represented as stated above, declared to subscribe 44,000 (forty-four thousand) newly issued shares with a nominal value of EUR 125.- (one hundred and twenty-five Euros) each and of a total par value of EUR 5,500,000.- (five million five hundred thousand Euros), and to make a payment in full for such new shares by a contribution in cash of EUR 5,500,000.- (five million five hundred thousand Euros).

All the 44,000 (forty-four thousand) new shares to be issued have been fully subscribed and paid up in cash, so that the amount of EUR 5,500,000.- (five million five hundred thousand Euros) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Third resolution

As a result of the above corporate capital increase, it is recorded that the shareholding in the Company is as follows:

CLS GERMANY LIMITED: 125,600 (one hundred and twenty five thousand and six hundred) shares.

Fourth resolution

It is hereby resolved to amend the article 6, first paragraph, of the articles of association of the Company as follows:

“FIFTEEN MILLION SEVEN HUNDRED THOUSAND EURO (15,700,000.- EUR) divided then into ONE HUNDRED AND TWENTY-FIVE THOUSAND AND SIX HUNDRED (125,600) shares with a par value of ONE HUNDRED AND TWENTY-FIVE EURO (125.- EUR) per share, all subscribed and fully paid up.”

Fifth resolution

The Shareholder resolved to authorise and empower any manager of the Company, acting individually, with full power of substitution, to execute and deliver, under his/her/its sole signature, on behalf of the Company, any documents necessary or useful in connection with the filing and registration required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg regarding the above resolutions and, in particular, to register the newly issued shares in the register of the Company.

Expenses

The expenses incurred in connection with the present deed are estimated to be approximately EUR 4,000.- (four thousand Euros).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg City, on the day named at the beginning.

The document having been read to the appearing party, the latter signed together with Us, the notary, the present original deed.

Follows the French version of the preceding text:

L'an deux mille quinze, le treize mai.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

CLS GERMANY LIMITED, une Limited Partnership dûment constituée selon le droit du Royaume-Uni, ayant son siège social au 86, Bondway, GB - SW8 1SF Londres et immatriculée au registre de commerce britannique sous le numéro 4729592 (ci-après l'«Associé»),

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Londres, Royaume-Uni en date du 11 mai 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne variatur» par les mandataires des comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités compétentes.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La partie comparante est l'associée unique de la société CLS Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital social de EUR 10.200.000,- (dix millions deux cent mille euros), établie et ayant son siège social au 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.163 (ci-après la «Société»), constituée sous la dénomination de St. Lazare Investments, S.à r.l., par acte notarié de Maître Marc LECUIT, alors notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 1386 le 14 décembre 2005.

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu par acte du notaire instrumentant, du 7 janvier 2015, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-dessus, reconnaît et accepte de tenir la présente assemblée générale extraordinaire des associés au sein du cabinet du notaire instrumentant, Maître Martine SCHAEFFER.

Cette décision est justifiée par des circonstances matérielles qui empêchent la tenue de la présente assemblée générale des associés au siège social de la société tel que prévu par les statuts.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter que l'agenda de l'Associé est établi comme suit:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 5.500.000,- (cinq millions cinq cent mille euros) par l'émission de 44.000 (quarante-quatre mille) nouvelles parts sociales ayant chacune une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) de façon à le faire passer de son montant actuel de EUR 10.200.000,- (dix millions deux cent mille euros) à un montant de EUR 15.700.000,- (quinze millions sept cent mille euros) représenté par 125.600 (cent vingt-cinq mille six cents) parts d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune;

2. Amendement subséquent de l'article 6, premier paragraphe, des statuts de la Société comme suit:

«Le capital social de la Société est fixé à QUINZE MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (EUR 15.700.000,-) et est divisé en CENT VINGT CINQ MILLE SIX CENTS (125.600) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (EUR 125,-) chacune, toutes souscrites et libérées.»

3. Souscription et libération des 44.000 (quarante quatre mille) parts sociales nouvellement émises d'une valeur nominale totale de EUR 5.500.000,- (cinq millions cinq cent mille euros) par une contribution en numéraire de EUR 5.500.000,- (cinq millions cinq cent mille euros);

4. Divers.

L'Associé, après s'être déclaré parfaitement informé de l'ordre du jour ci-avant exposé et après avoir renoncé aux formalités de convocation, a alors pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 5.500.000,- (cinq millions cinq cent mille euros) par l'émission de 44.000 (quarante-quatre mille) nouvelles parts sociales ayant chacune une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) de façon à le faire passer de son montant actuel de EUR 10.200.000,- (dix millions deux cent mille euros) à un montant de EUR 15.700.000,- (quinze millions sept cent mille euros) représenté par 125.600 (cent vingt-cinq mille six cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.

Deuxième résolution
Souscription et libération

Ensuite l'Associé, dûment représenté comme précisé précédemment, déclare en outre souscrire aux 44.000 (quarante-quatre mille) parts sociales nouvellement émises, d'une valeur nominale de EUR 125,-(cent vingt-cinq euros) chacune d'une valeur nominale totale de EUR 5.500.000,- (cinq millions cinq cent mille euros) et déclare libérer lesdites nouvelles parts sociales par un apport en numéraire de EUR 5.500.000,- (cinq millions cinq cent mille euros).

L'intégralité des 44.000 (quarante-quatre mille) nouvelles parts sociales à émettre ont été intégralement souscrites et libérées en numéraire, de sorte que la somme totale de EUR 5.500.000,- (cinq millions cinq cent mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Troisième résolution

En conséquence de l'augmentation de capital susmentionnée, les parts sociales de la Société sont détenues comme suit:
CLS GERMANY LIMITED: 125.600 (cent-vingt-cinq mille six-cents) parts sociales.

Quatrième résolution

Il est décidé d'amender l'article 6, premier paragraphe, des statuts de la Société comme suit:

«Le capital social de la Société est fixé à QUINZE MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (EUR 15.700.000,-) et est divisé en CENT VINGT-CINQ MILLE SIX CENTS (125.600) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (EUR 125,-) chacune, toutes souscrites et libérées.»

Cinquième résolution

L'Associé décide d'autoriser chacun des gérants de la Société, agissant individuellement avec plein pouvoir de substitution à signer et émettre par sa seule signature au nom de la Société tout document nécessaire ou utile en relation avec l'inscription requise par les lois du Grand-Duché du Luxembourg au sujet des résolutions ci-dessus et, plus particulièrement, d'inscrire les parts nouvellement émises dans le registre de la Société.

Coûts

Les frais, occasionnés par le présent acte sont approximativement estimés à hauteur de EUR 4.000,- (quatre mille euros).

Constataion

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg Ville date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte original.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/11147. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015099335/179.

(150109674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Mikrolux 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 181.534.

Les comptes annuels pour la période du 04 novembre 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015102419/11.

(150111829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Euro Composites® S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 92.542.

Im Jahre zwei tausend fünfzehn.

Den zwölften Juni.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in einer ausserordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der anonymen Gesellschaft EURO-COMPOSITES® S.A., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 92.542 (NIN 1984 2200 949), gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Jacqueline HANSEN-PEFFER, mit dem damaligen Amtssitz in Capellen, am 14. August 1984, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 261 vom 27. September 1984, und deren Statuten abgeändert wurden wie folgt:

- gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Marc ELTER, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, am 24. September 1985, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 333 vom 18. November 1985,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Tom METZLER, mit dem Amtssitz in Luxemburg-Bonneweg, am 9. September 1988, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 312 vom 26. November 1988,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch genannten Notar Tom METZLER, am 10. April 1990, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 387 vom 19. Oktober 1990,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Paul DECKER, mit dem damaligen Amtssitz in Echternach, am 26. Juli 1990, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 214 vom 24. Januar 1991,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar am 19. November 1993, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 15 vom 17. Januar 1994,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 1. Dezember 1993, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 31 vom 26. Januar 1994,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar am 3. Juli 2000, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 829 vom 13. November 2000, sowie
- gemäss Fusionsurkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar am 16. Mai 2002, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1232 vom 21. August 2002,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 6. Juni 2003, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 697 vom 2. Juli 2003,
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 27. Juli 2006, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1912 vom 11. Oktober 2006,
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 13. September 2007, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2491 vom 2. November 2007;
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 15. September 2009, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1965 vom 8. Oktober 2009;
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 15. September 2011, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2744 vom 10. November 2011;
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 24. Juni 2014, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2303 vom 28. August 2014;
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 3. Oktober 2014, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 3400 vom 14. November 2014.

Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf ZWEIUNDDREISSIG MILLIONEN EURO (€ 32.000.000.-), eingeteilt in ein hundert achtundzwanzig tausend (128.000) Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-).

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Rolf Mathias ALTER, Kaufmann, wohnhaft in Echternach.

Er beruft zum Schriftführer und zum Stimmzähler Herr Thomas LEYK, Diplom-Kaufmann, wohnhaft in Trier.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig; somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

1.- Erhöhung des Gesellschaftskapitals um den Betrag von DREI MILLIONEN EURO (€ 3.000.000.-) um es von seinem derzeitigen Betrag von ZWEIUNDSDREISSIG MILLIONEN EURO (€ 32.000.000.-) auf den Betrag von FÜNFUNDSDREISSIG MILLIONEN EURO (€ 35.000.000.-) zu erhöhen, durch die Ausgabe von zwölf tausend (12.000) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-), welche mit den gleichen Rechten und Pflichten wie die bestehenden Aktien ausgestattet sind.

2.- Zeichnung und Einzahlung der zwölf tausend (12.000) neu geschaffenen Aktien, mit Verzicht eines der bestehenden Aktionäre auf sein Vorzugsrecht, durch den bestehenden Aktionär, die Aktiengesellschaft EURO CO A.G., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 94.011.

3.- Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 5 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 5. (Absatz 1).** Das Gesellschaftskapital beträgt FÜNFUNDSDREISSIG MILLIONEN EURO (€ 35.000.000.-). Es ist in ein hundert vierzig tausend (140.000) Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-) eingeteilt. "

4.- Feststellung, dass Herr Werner HUWER mit Wirkung zum 29. April 2015 aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden ist.

5.- Verlängerung der Mandate der bestehenden Verwaltungsratsmitglieder bis zur Generalversammlung des Jahres 2020.

6.- Ernennung von Herrn Thomas LEYK, Diplom-Kaufmann, wohnhaft in D-54292 Trier, Kloschinskystrasse 56, rückwirkend zum 1. Juni 2015, als Mitglied des Verwaltungsrates, sein Mandat endend bei Gelegenheit der Generalversammlung des Jahres 2020.

7.- Mandat an den Verwaltungsrat vorhergehende Beschlüsse auszuführen.

IV.- Dass die Anwesenden oder Vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der Aktien die diese besitzen aus der Anwesenheitsliste hervorgehen, die von den Mitgliedern des Vorsitzes der Generalversammlung aufgestellt und für richtig befunden wurde. Diese Liste wird, nachdem sie von den anwesenden Aktionären oder deren Vertreter und den Mitgliedern des Vorsitzes unterschrieben wurde, dem gegenwärtigen Protokoll beigefügt um zusammen einregistriert zu werden.

V.- Es ergibt sich aus der Anwesenheitsliste, dass die ein hundert achtundzwanzig tausend (128.000) Aktien mit einem Nominalwert von je zwei hundert fünfzig Euro (€ 250.-) welche das gesamte Kapital von ZWEIUNDSDREISSIG MILLIONEN EURO (€ 32.000.000.-) darstellen, bei der gegenwärtigen Generalversammlung anwesend oder vertreten sind. Diese Generalversammlung ist somit rechtmässig zusammengesetzt und kann in gültiger Weise über die vorhergehenden Tagesordnungspunkte beraten und beschliessen.

Die Generalversammlung hat nachdem sie den Vortrag des Vorsitzenden bestätigt hat und anerkannt hat, dass sie rechtmässig zusammengetreten ist, und über die Tagesordnung befinden kann, nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Erhöhung des Gesellschaftskapitals um den Betrag von DREI MILLIONEN EURO (€ 3.000.000.-) um es von seinem derzeitigen Betrag von ZWEIUNDSDREISSIG MILLIONEN EURO (€ 32.000.000.-) auf den Betrag von FÜNFUNDSDREISSIG MILLIONEN EURO (€ 35.000.000.-) zu erhöhen, durch die Ausgabe von zwölf tausend (12.000) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-), welche mit den gleichen Rechten und Pflichten wie die bestehenden Aktien ausgestattet sind.

Zweiter Beschluss

Nach Feststellung des Verzichtes von einem der bestehenden Aktionäre auf sein Vorzugsrecht werden die zwölf tausend (12.000) neu geschaffenen Aktien integral gezeichnet durch den hier anwesenden bestehenden Aktionär, die Aktiengesellschaft EURO CO A.G., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 94.011,

welche hier vertreten ist durch ihren Vorstandsvorsitzenden Herrn Rolf Mathias ALTER, Kaufmann, wohnhaft in L-6419 Echternach, 36, rue de la Chapelle, gezeichnet.

Die zwölf tausend (12.000) neuen Aktien wurden voll und ganz in bar eingezahlt, so dass der Betrag von DREI MILLIONEN EURO (€ 3.000.000.-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst aufgrund der erfolgten Kapitalerhöhung den ersten Absatz von Artikel 5 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 5. (Absatz 1).** Das Gesellschaftskapital beträgt FÜNFUNDSDREISSIG MILLIONEN EURO (€ 35.000.000.-). Es ist in ein hundert vierzig tausend (140.000) Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-) eingeteilt. "

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung stellt fest, dass Herr Werner HUWER mit Wirkung zum 29. April 2015 aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden ist.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Mandate der bestehenden Verwaltungsratsmitglieder bis zur Generalversammlung des Jahres 2020 zu verlängern.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Herrn Thomas LEYK, Diplom-Kaufmann, wohnhaft in D-54292 Trier, Kloschinskystrasse 56, rückwirkend zum 1. Juni 2015, als Mitglied des Verwaltungsrates zu ernennen, sein Mandat endend bei Gelegenheit der Generalversammlung des Jahres 2020.

Siebter Beschluss

Dem Verwaltungsrat wird Mandat erteilt vorhergehende Beschlüsse auszuführen.

Nach Erschöpfung der Tagesordnung, wurde die ausserordentliche Generalversammlung geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, in der Amtsstube des amtierenden Notars, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. M. ALTER, T. LEYK, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 juin 2015. Relation: GAC/2015/5062. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 24. Juni 2015.

Référence de publication: 2015099443/139.

(150109426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Doric Investment SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 197.950.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth of June.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared

Stichting DAFL (the Shareholder), established under the laws of the Netherlands, with registered office at Barbara Strozziilaan 101, 1083HN Amsterdam, The Netherlands, duly represented by Mr. Christoph Junk, employee, with professional address at 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, by virtue of a proxy under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the Shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the Articles) of a company, which it declares to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of "Doric Investment SA" (the Company) qualifying as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg act dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended (the Securitisation Act 2004).

The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder or, as the case may be, of any of the shareholders.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Munsbach, municipality of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg (Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality of Schuttrange by a resolution of the board of directors of the Company (the Board).

Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 4. Corporate objects. The corporate objects of the Company are to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transactions as permitted under the Securitisation Act 2004.

The Company may acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or ownership of claims, receivables and/or other goods, either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities (valeurs mobilières) of any kind whose value or return is linked to these risks. The Company may assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, structured deposits, receivables and/or other goods, structured products relating to commodities or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself in any other way. The method that will be used to determine the value of the securitised assets will be set out in the relevant issue documents entered into by the Company.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, proceed, so far as they relate to securitisation transactions, to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities), structured products relating to commodities or assets (including debt or equity securities of any kind), receivables, claims or loans or other credit facilities (and the agreements relating thereto) as well as all other types of assets, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above) in accordance with the provisions of the relevant issue documentation.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004 and for as long as it is necessary to facilitate the performance of its corporate objects, borrow in any form and enter into any type of loan agreement. It may issue notes, bonds (including exchangeable or convertible securities and securities linked to an index or a basket of indices or shares), debentures, certificates, shares, beneficiary shares or parts, warrants and any kind of debt or equity securities, including under one or more issue programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Securitisation Act 2004 and provided such lending or such borrowing relates to securitisation transactions, to its subsidiaries or affiliated companies or to any other company.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of those assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company. The Company may not pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets or transfer its assets for guarantee purposes, unless permitted by the Securitisation Act 2004.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions for as long as such agreements and transactions are necessary to facilitate the performance of the Company's corporate objects. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004 and in accordance with the provisions of the relevant issue documentation of the securities, assign or arrange for the assignment of the underlying assets and risks which guarantee the rights of the relevant investors.

The Board is entitled to create one or more compartments (referencing the assets of the Company relating to an issue by the Company of securities), in each case, corresponding to a separate part of the Company's estate. The Company may appoint one or more fiduciary representatives as described in articles 67 to 84 of the Securitisation Act 2004.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided that it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004.

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital is set at EUR 31,000 (thirty one thousand euros) consisting of 310 (three hundred and ten) ordinary shares in registered form with a par value of EUR 100 (one hundred euros) each.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 6. Shares. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of the shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid up on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 7. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Debt securities. Debt securities issued by the Company in registered form (obligations nominatives) may, under no circumstances, be converted into debt securities in bearer form (obligations au porteur).

Art. 9. Meetings of the shareholders of the Company. In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred on the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the third Thursday in April of each year at 11.30 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 10. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing. Copies of written proxies may be transmitted either in original, by telefax, cable, telegram, telex or by e-mail.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name (including the first name), address and the signature of the relevant shareholder, (ii) the indication of the shares for which the shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Company 72 (seventy-two) hours before the relevant General Meeting.

Art. 11. Management. The Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. The members of the Board shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

When a legal person is appointed as a member of the Board (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as member of the Board in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915).

The directors shall be elected by the General Meeting. The shareholder(s) of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting.

Art. 12. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing. Such written consent of each member of the Board may be transmitted either in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing another director as his or her proxy. Such appointment may be transmitted in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail.

One member of the Board may represent one prevented member at a meeting of the Board and there must always be at least two members who are either present in person or who assist at such meeting by way of conference call, video conference or any means of communication that complies with the requirements set forth in the next following paragraph, participate in a meeting of the Board.

Any director may participate in a meeting of the Board, and will be considered as having been personally present at such meeting, by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or more documents containing the resolutions, signed by each director manually. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 13. Minutes of meetings of the Board. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting and shall be held at the Company's registered office.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any two members of the Board.

Art. 14. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest, including the power to transfer, assign or dispose of the assets of the Company in accordance with the Securitisation Act 2004 and the relevant issue documentation. All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 15. Delegation of powers. The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 16. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any two members of the Board, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power.

Art. 17. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting.

The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company and which are entered into on arm's length terms.

Art. 18. Statutory Auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditor(s) shall be appointed by the Board in accordance with the Securitisation Act 2004. The Board will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1 January and shall terminate on 31 December of each year.

Art. 20. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may, in its sole discretion, decide to pay dividends from time to time, as it believes best suits the corporate purpose and policy.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

Art. 21. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 22 below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 22. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act 1915.

Art. 23. Segregation of assets. If as of any payment date of the assets relating to a compartment (including a hedging agreement entered into by the Company in connection with a compartment) the total amount of monies received under the assets of that compartment exceeds the payments to be made by the Company under the same compartment, the Board may use the excess amount to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

The assets allocated to a compartment are exclusively available to (1) the investors in that compartment (the Investors), (2) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the Transaction Creditors), (3) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are not provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the Compartment-Specific Claims Creditors and, together with the Transaction Creditors, the Creditors) and (4), subject to the provisions of the next following paragraph, the creditors whose claims have not arisen in connection with the creation, operation or liquidation of a compartment and who have not waived their recourse to the assets of any compartment of the Company (the Non Compartment-Specific Claims Creditors).

The rights of the Non Compartment-Specific Claims Creditors shall be allocated by the Company, on a half year basis in arrears, to all the compartments, on an equal basis and pro rata temporis for compartments created within such half year, where the relevant issue documentation expressly authorises Non Compartment-Specific Claims Creditors to have recourse

against the assets allocated to such compartments. Such right of a Non Compartment-Specific Claims Creditor against a compartment are hereinafter referred to as the Pro Rata Rights.

The Investors and the Creditors acknowledge and accept that once all the assets allocated to the compartment under which they have invested or in respect of which their claims have arisen, have been realised, they are not entitled to take any further steps against the Company to recover any further sums due and the right to receive any such sum shall be extinguished. Each Non Compartment-Specific Claims Creditor acknowledges and accepts that once all the assets allocated to a compartment in respect of which it has Pro Rata Rights, have been realised, it is not entitled to take any further steps against the Company to recover such Pro Rata Rights and the right to receive any sum in respect of the Pro Rata Rights shall be extinguished.

The Compartment-Specific Claims Creditors and the Non Compartment-Specific Claims Creditors expressly accept, and shall be deemed to have accepted by entering into contractual obligations with the Company, that priority of payment and waterfall provisions will be included in the relevant issue documentations and they expressly accept, and shall be deemed to have accepted the consequences of such priority of payments and waterfall provisions.

The rights of the shareholders of the Company are limited to the assets of the Company which are not allocated to a compartment.

Art. 24. Prohibition to petition for bankruptcy of the Company or to seize the assets of the Company. In accordance with article 64 of the Securitisation Act 2004, any Investor in, and any Creditor and shareholder of, the Company and any person which has entered into a contractual relationship with the Company (the Contracting Party) agrees, unless expressly otherwise agreed upon in writing between the Company and the Investor, the Creditor or the Contracting Party, not to (1) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (2) seize any assets of the Company, irrespective of whether the assets in question belong to (i) the compartment in respect of which the Investor has invested or in respect of which the Creditor or the Contracting Party have contractual rights against the Company, (ii) any other compartment or (iii) the assets of the Company which have not been allocated to a compartment (if any).

Art. 25. Subordination. Any claims which the shareholders of the Company may have against the Company (in such capacity) are subordinated to the claims which any creditors of the Company (including the Creditors) or any investors in the Company (including the Investors) may have.

The Investors accept and acknowledge that their rights under a compartment may be subordinated to the rights of other Investors under, and/or Creditors of, the same compartment.

Art. 26. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and the Securitisation Act 2004.

Transitory provisions

The first business year begins today and ends on 31 December 2015.

The first annual General Meeting will be held in 2016.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to 310 (three hundred and ten) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been paid up by the Shareholder to an extent of 100% (one hundred per cent.) by payment in cash, so that the sum of EUR31,000 (thirty one thousand euros) paid by the Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by articles 26, 26-3 and 265 of the Companies Act 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act 1915.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 3,000.-.

Resolutions of the shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at three (3) directors;
2. the following persons are appointed as directors:

Mr Marc Kriegsmann, with professional address at 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach;

Mr Horst Baumann, with professional address at 9, place de Clairefontaine, L-1341 Luxembourg; and

Mr Peter Erich Hein, with professional address at 191, Post Road West, USA -CT 06880 Westport, United States of America;

3. that the terms of office of the members of the Board will expire after the annual General Meeting of the year 2021; and

4. that the address of the registered office of the Company is at 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version. At the request of the same appearing person and in case of divergences between English and the German versions, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Es folgt die Deutsche Übersetzung des Vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am achtzehnten Juni.

Vor dem Unterzeichneten, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen

Stichting DAFL (der Gesellschafter), eine Stiftung niederländischen Rechts, mit Sitz in Barbara Strozilaan 101, 1083HN Amsterdam, die Niederlande, ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Christoph Junk, Privatangestellter, beruflich ansässig in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift.

Die genannte Vollmacht bleibt nach ihrer Unterzeichnung ne varietur durch die erschienene Person und den unterzeichneten Notar zum Zweck der gleichzeitigen Vorlage bei den Registrierungsbehörden mit dieser notariellen Urkunde verbunden.

Die erschienene Partei, als Vertreter des Gesellschafter handelnd, hat den Notar beauftragt, die folgende Gesellschafts-satzung (die Satzung) eines Unternehmens aufzunehmen, das sie wie folgt zu gründen wünscht:

Art. 1. Rechtsform und Bezeichnung. Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) unter dem Namen "Doric Investment SA" (das Unternehmen), eine Verbriefungsgesellschaft (société de titrisation) im Sinne des Luxemburger Verbriefungsgesetzes vom 22. März 2004 in der jeweils gültigen Fassung (das Verbriefungsgesetz 2004).

Das Unternehmen kann einen (der Alleingesellschafter) oder mehrere Gesellschafter haben. Der Tod, die Aberkennung der bürgerlichen Ehrenrechte, die Insolvenz, Abwicklung oder der Konkurs des Alleingesellschafters oder gegebenenfalls eines der Gesellschafter führt nicht zur Auflösung des Unternehmens.

Art. 2. Eingetragener Firmensitz. Der eingetragene Firmensitz des Unternehmens befindet sich in Munsbach, in der Gemeinde Schuttrange, im Großherzogtum Luxemburg (Luxemburg). Der Sitz kann innerhalb des Bezirks der Gemeinde Schuttrange durch einen Beschluss des Verwaltungsrats des Unternehmens (der Verwaltungsrat) verlegt werden.

Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass außerordentliche politische oder militärische Ereignisse aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die den normalen Geschäftsbetrieb des Unternehmens an seinem Firmensitz oder die Reibungslosigkeit der Kommunikation zwischen diesem Firmensitz und Personen im Ausland beeinträchtigen würden, kann der Geschäftssitz zeitweise ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnlichen Umstände vollständig beendet sind. Derartige vorläufige Maßnahmen wirken sich nicht auf die Nationalität des Unternehmens aus, das trotz zeitweiser Verlegung des Firmensitzes, eine in Luxemburg eingetragene Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer. Das Unternehmen wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Das Unternehmen kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung (wie unten dargelegt) aufgelöst werden, der gemäß den für Satzungsänderungen geltenden Erfordernissen, wie in Artikel 22 unten dargelegt, gefasst wurde.

Art. 4. Unternehmenszweck. Der Zweck des Unternehmens liegt darin Verbriefungstransaktionen im Rahmen des Verbriefungsgesetzes 2004 einzugehen, durchzuführen und als Vehikel für Verbriefungstransaktionen zu dienen.

Das Unternehmen kann die mit der Beteiligung oder Ansprüchen, Forderungen und/oder anderen Waren, ob beweglich oder unbeweglich, materiell oder immateriell, in Verbindung stehenden Risiken, und/oder Risiken, die sich auf Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen Dritter beziehen, oder Risiken, mit denen Aktivitäten Dritter ganz oder teilweise behaftet sind, direkt oder über eine andere Körperschaft oder ein anderes Vehikel durch die Ausgabe von Wertpapieren (valeurs mobilières) jeglicher Art, deren Wert oder Rendite mit diesen Risiken verbunden ist, erwerben oder übernehmen. Das Unternehmen kann diese Risiken durch den Erwerb von Ansprüchen, strukturierten Einlagen, Forderungen und/oder anderen Waren, strukturierte Produkte in Bezug auf Verbrauchsgüter oder Vermögenswerte auf jegliche Weise übernehmen oder erwerben, indem sie die Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen Dritter verbürgt oder sich auf andere Weise bindend verpflichtet. Das zur Bestimmung des Werts von verbrieften Vermögenswerten eingesetzte Verfahren wird in den entsprechenden Emissionspapieren des Unternehmens dargelegt.

Im Rahmen des Verbriefungsgesetzes 2004 kann das Unternehmen, insofern es sich um Verbriefungstransaktionen handelt, Anteile, Rechte, Beteiligungen an und Verpflichtungen gegenüber luxemburgischen und ausländischen Unternehmen (i) in jeglicher Form, auf jeglichem Wege, ob direkt oder indirekt, erwerben, verwalten und veräußern, (ii) Aktien, Anleihen, Obligationen, Schuldscheine und andere Wertpapiere oder Finanzinstrument jeglicher Art (einschließlich Schuldscheinen oder Teilen oder Einheiten, die in Luxemburg ausgegeben werden, oder ausländische Investmentfonds,

oder ähnliche Unternehmungen und umtauschbare oder wandelbaren Wertpapiere), strukturierte Produkte, die sich auf Waren oder Vermögenswerte beziehen (einschließlich Schuld- und Dividendenpapiere jeglicher Art), Forderungen, Ansprüche oder Darlehens- oder Kreditfazilitäten (und die damit in Zusammenhang stehenden Vereinbarungen), sowie alle anderen Arten von Vermögenswerten käuflich erwerben, zeichnen oder auf jeglichem anderen Wege erwerben, sowie durch Verkauf, Austausch oder auf jede andere Art übertragen, und (iii) Anlagenbestände (unter anderem einschließlich der in (i) und (ii) beschriebenen Vermögenswerte) gemäß der in den entsprechenden Emissionsunterlagen enthaltenen Bestimmungen besitzen, entwickeln und verwalten.

Das Unternehmen kann im Rahmen des Verbriefungsgesetzes 2004, und solange es für die Erfüllung seiner Unternehmenszwecke erforderlich ist, Kredite in jeglicher Form aufnehmen und jegliche Art von Darlehensvereinbarung eingehen. Es kann Schuldscheine, Anleihen (einschließlich umtauschbarer oder wandelbarer Wertpapiere und an einen Börsenindex oder einen Indexkorb oder Aktien gebundene Wertpapiere), Obligationen, Zertifikate, Aktien, Gewinnanteilscheine (parts bénéficiaires) oder Anteile, Bürgschaften und jegliche Art von Schuld- oder Dividendenpapieren, einschließlich derer aus einem oder mehreren Emissionsprogrammen. Das Unternehmen kann im Rahmen des Verbriefungsgesetzes 2004, und unter der Voraussetzung, dass sich diese Kreditgewährung oder Kreditverbindlichkeiten auf Verbriefungstransaktionen beziehen, Finanzmittel, einschließlich der Erträge aus Kreditverbindlichkeiten und/oder der Emission von Wertpapieren, an seine Tochtergesellschaften oder verbundenen Unternehmen oder jegliches andere Unternehmen verleihen.

Das Unternehmen kann im Rahmen des Verbriefungsgesetzes 2004 Garantien und Sicherheiten hinsichtlich seiner Vermögenswerte gewähren, um die von ihr für die Sicherung dieser Vermögenswerte oder zu Gunsten der Anleger (einschließlich deren Treuhänder oder Vertreter, falls zutreffend) und/oder jeglicher emittierenden Körperschaft, die an einer Verbriefungstransaktion des Unternehmens beteiligt ist, eingegangenen Verpflichtungen abzusichern. Das Unternehmen darf keine Sicherheiten durch Verpfändung, Übertragung, Belastung oder sonstiges im Hinblick auf Teile oder die Gesamtheit seiner Vermögenswerte schaffen oder seine Vermögenswerte zu Garantiezwecken übertragen, es sei denn, dies ist im Rahmen des Verbriefungsgesetzes 2004 zulässig.

Das Unternehmen kann jegliche Swap-Geschäfte, Termingeschäfte, Terminkontrakte, Derivate, Optionen, Rückkäufe, Effektenkredite und ähnliche Rechtsgeschäfte tätigen, ausführen und andienen, solange solche Vereinbarungen und Rechtsgeschäfte für die Erfüllung der Unternehmenszwecke erforderlich sind. Im Allgemeinen kann das Unternehmen zum Zweck der effizienten Verwaltung jegliche Technik und jegliches Instrument in Bezug auf die Investitionen anwenden, unter anderem Techniken und Instrumente, deren Beschaffenheit vor Kredit-, Wechselkurs-, Zinssatz- und andere Risiken schützt.

Das Unternehmen kann im Rahmen des Verbriefungsgesetzes 2004, und gemäß der in den entsprechenden Emissionsunterlagen enthaltenen Bestimmungen, die zugrunde liegenden Vermögenswerte und Risiken, die die Rechte der entsprechenden Anleger verbürgen, abtreten oder deren Abtretung veranlassen.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, ein oder mehrere Teilvermögen (unter Bezugnahme auf die Vermögenswerte des Unternehmens, die sich auf eine Wertpapieremission des Unternehmens beziehen) zu bilden, die in jedem Fall einem gesonderten Teil des Vermögens des Unternehmens entsprechen. Das Unternehmen kann einen oder mehrere treuhänderische Vertreter, wie in den Artikeln 67 bis 84 des Verbriefungsgesetzes 2004 beschrieben, bestellen.

Die obenstehenden Beschreibungen sind in ihrem weitesten Sinne zu verstehen und deren Auflistung ist nicht einschränkend. Die Geschäftszwecke des Unternehmens beinhalten jegliche von dem Unternehmen eingegangenen Rechtsgeschäfte oder Vereinbarungen, vorausgesetzt, dass sie den vorstehend benannten Gegenständen nicht widersprechen.

Im Allgemeinen kann das Unternehmen jegliche Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen ergreifen und jegliche Geschäfte oder Transaktionen durchführen, die sie für das Erreichen und die Entwicklung ihres Unternehmensgegenstands, im weitesten Sinne des im Rahmen des Verbriefungsgesetzes 2004 Zulässigen, für erforderlich oder nützlich erachtet.

Art. 5. Aktienkapital. Das gezeichnete Aktienkapital wird auf EUR 31.000 (einunddreißigtausend Euro), bestehend aus 310 (dreihundertzehn) eingetragenen Stammaktien zu einem Nennwert von jeweils EUR 100 (hundert Euro), festgelegt.

Das gezeichnete Aktienkapital des Unternehmens kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, der gemäß den für Satzungsänderungen geltenden Erfordernissen, wie in Artikel 22 unten dargelegt, gefasst wurde, erhöht oder gesenkt werden.

Art. 6. Aktien. Die Aktien sind und bleiben Namensaktien (actions nominatives).

Am eingetragenen Sitz des Unternehmens wird ein Aktienbuch des Unternehmens geführt, wo es den Gesellschaftern zur Einsicht zur Verfügung steht. Das Aktienbuch enthält den Namen jedes Gesellschafter, dessen Anschrift oder gewählter Wohnsitz, die Anzahl der in seinem Besitz befindlichen Aktien, die auf jede dieser Aktien eingezahlten Beträge, sowie die Übertragung von Aktien und das Übertragungsdatum. Das Eigentum an den Aktien wird durch die Eintragung in das Aktienbuch begründet.

Das Unternehmen kann seine eigenen Aktien im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften einziehen.

Art. 7. Übertragung von Aktien. Aktien können durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung erfolgen, die in das Aktienbuch des Unternehmens eingetragen wird; Übertragungserklärungen müssen von dem Übertragenden und dem Erwerber oder von Personen, die ausreichend bevollmächtigt sind, oder nach Maßgabe der für die Abtretung von Ansprüchen geltenden Bestimmungen gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuchs unterzeichnet werden.

Zudem kann das Unternehmen, als Nachweis für die Übertragung, andere Abtretungsinstrumente akzeptieren, die das Einverständnis des Übertragenden und des Erwerbers zur Zufriedenstellung des Unternehmens belegen.

Art. 8. Schuldverschreibungen. Die von dem Unternehmen in registrierter Form emittierten Schuldverschreibungen (obligations nominatives) dürfen unter keinen Umständen in Inhaberschuldverschreibungen (obligations au porteur) umgewandelt werden.

Art. 9. Gesellschafterversammlungen des Unternehmens. Im Fall eines alleinigen Gesellschafters übernimmt der alleinige Gesellschafter sämtliche auf Grundlage der Hauptversammlung übertragenen Befugnisse. In diesen Satzungsartikeln gelten die von der Hauptversammlung beschlossenen Entscheidungen oder vor ihr ausgeübte Befugnisse solange, wie das Unternehmen nur einen Gesellschafter hat, als Bezugnahme auf von dem alleinigen Gesellschafter getroffene Entscheidungen oder von ihm ausgeübte Befugnisse. Die von dem alleinigen Gesellschafter gefassten Entscheidungen sind zu protokollieren.

Im Fall mehrerer Gesellschafter repräsentiert jede regelmäßig einberufene Versammlung der Gesellschafter des Unternehmens (die Hauptversammlung) die Gesamtheit der Gesellschafter des Unternehmens. Sie verfügt über die weitestreichenden Befugnisse zur Anordnung, Durchführung oder Ratifizierung von Handlungen, die mit den Tätigkeiten des Unternehmens in Verbindung stehen.

Die Jahreshauptversammlungen finden nach luxemburgischem Recht, in Luxemburg, an dem eingetragenen Sitz des Unternehmens oder an einem anderen Ort innerhalb des Bezirks des eingetragenen Firmensitzes statt, der in der Mitteilung über die Einberufung der Versammlung am dritten Donnerstag im April eines jeden Jahres für 11:30 Uhr genannt ist. Falls der Termin nicht auf einen Geschäftstag der Banken in Luxemburg fällt, findet die Hauptversammlung an dem nächsten Geschäftstag statt.

Die Hauptversammlung kann im Ausland stattfinden, wenn der Verwaltungsrat der absoluten und endgültigen Auffassung ist, dass außergewöhnliche Umstände vorliegen, die dies erforderlich machen.

Sonstige Versammlungen der Gesellschafter des Unternehmens können an dem Ort und zu der Zeit stattfinden, die in den entsprechenden Mitteilungen zur Einberufung der Versammlungen angegeben werden.

Alle Gesellschafter können durch Konferenzschaltung, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmedien an den Hauptversammlungen teilnehmen, wobei (i) die Identifizierung der an Versammlung teilnehmenden Gesellschafter gegeben ist, (ii) alle an der Versammlung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören und miteinander sprechen können, (iii) die Übertragung der Versammlung auf kontinuierlicher Basis erfolgt und (iv) die Gesellschafter sich ordentlich beraten und so mit allen Mitteln an der Versammlung teilnehmen können, als seien sie persönlich bei einer solchen Versammlung anwesend.

Art. 10. Mitteilung, Beschlussfähigkeit, Vertretungsvollmachten und Einberufungsmitteilungen. Die gesetzlichen Einberufungsfristen und die gesetzlich festgelegte Beschlussfähigkeit finden auf die Einberufung und die Durchführung der Hauptversammlungen Anwendung, wenn in dieser Satzung nichts Gegenteiliges festgelegt ist.

Auf jede Aktie entfällt ein Stimmrecht.

Mit Ausnahme anderslautender gesetzlicher Bestimmungen oder der in dieser Satzung festgelegten Bestimmungen, werden Beschlüsse der ordentlich einberufenen Hauptversammlung auf Grundlage einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Personen, die von ihrem Stimmrecht Gebrauch machen, angenommen.

Gesellschafter können bei allen Hauptversammlungen durch eine andere, in Schriftform als ihren Vertreter ernannte Person handeln. Das Schriftstück kann im Original, als Telefax, Depesche, Telegramm, Telex oder eMail vorgelegt werden kann.

Wenn alle Gesellschafter des Unternehmens bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind, sich als ordnungsgemäß einberufen betrachten und über die Tagesordnung der Versammlung informiert sind, kann die Versammlung ohne vorherige Mitteilung einberufen werden.

Die Gesellschafter können schriftlich über Beschlüsse, die der Hauptversammlung vorgelegt werden, abstimmen (mittels Stimmzetteln), vorausgesetzt, dass die in Schriftform verfassten Stimmzettel (i) den Namen (einschließlich des Vornamens, die Adresse und die Unterschrift des jeweiligen Gesellschafters, (ii) die Angabe der Aktien hinsichtlich derer der Gesellschafter dieses Recht ausüben wird, (iii) die Tagesordnung laut Einberufungsmitteilung und (iv) die Informationen zur Stimmabgabe (Genehmigung, Ablehnung, Enthaltung) für jedem Tagesordnungspunkt beinhalten. Die Originale der Stimmzettel müssen 72 (zweiundsiebzig) Stunden vor der betreffenden Hauptversammlung bei dem Unternehmen eingehen.

Art. 11. Geschäftsführung. Das Unternehmen wird von einem Verwaltungsrat geführt, der aus mindestens drei (3) Direktoren bestehen muss, die nicht Gesellschafter des Unternehmens sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrats können für maximal für einen Zeitraum von sechs Jahren gewählt werden, und sie können wiedergewählt werden.

Wenn eine Rechtspersönlichkeit zum Mitglied des Verwaltungsrats (die Körperschaft) ernannt wird, dann muss die Körperschaft einen ständigen Vertreter (représentant permanent) ernennen, der die Körperschaft als Verwaltungsratsmitglied nach Maßgabe der in Artikel 51bis des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über kommerzielle Gesellschaften, in der jeweils gültigen Fassung (das Unternehmensgesetz 1915) vertritt.

Die Verwaltungsräte werden durch die Hauptversammlung gewählt. Der Gesellschafter/ Die Gesellschafter des Unternehmens bestimmen auch die Anzahl der Verwaltungsräte, deren Vergütung und Amtszeit. Verwaltungsräte können mit oder ohne Angabe eines Grunds jederzeit durch einen von der Hauptversammlung angenommenen Beschluss abgesetzt und/oder ersetzt werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsrats wegen Ableben, Ausscheiden oder aus einem anderen Grund frei werden, können die übrigen Verwaltungsräte durch Mehrheitsbeschluss einen Verwaltungsrat wählen, der die Position bis zur nächsten Hauptversammlung füllt.

Art. 12. Versammlungen des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat ernennt aus der Reihe seiner Mitglieder einen Vorsitzenden (der Vorsitzende) und er kann einen Schriftführer auswählen, bei dem es sich nicht um einen Verwaltungsrat handeln muss, der für das Führen der Protokolle über die Versammlungen des Verwaltungsrats und die in den Hauptversammlungen von den Gesellschaftern angenommenen Beschlüsse oder die von dem alleinigen Gesellschafter angenommenen Beschlüsse verantwortlich ist. Der Vorsitzende führt den Vorsitz bei allen Versammlungen des Verwaltungsrats und Hauptversammlungen. In seiner/ihrer Abwesenheit ernennt die Hauptversammlung oder ernennen die anderen Mitglieder des Verwaltungsrats (je nach Lage des Falls) durch einfachen Mehrheitsbeschluss der anwesenden Verwaltungsräte, oder durch deren bei den Versammlungen anwesenden Vertreter, einen anderen vorläufigen Vorsitzenden, der den Vorsitz bei der entsprechenden Versammlung führt.

Auf Anweisung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsräte versammelt sich der Verwaltungsrat an dem in der Einberufung angegebenen Ort, der in Luxemburg liegen muss.

Alle Verwaltungsräte sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Versammlung anberaumten Termin schriftlich über die Versammlung des Verwaltungsrats zu benachrichtigen, außer bei Notfällen, in welchem Fall die Art solcher Umstände in der Benachrichtigung über die Einberufung einer Versammlung des Verwaltungsrats kurz zu beschreiben ist.

Das Erfordernis der schriftlichen Benachrichtigung entfällt bei Anwesenheit oder Vertretung aller Mitglieder des Verwaltungsrats bei Versammlungen, und wenn sie dabei angeben, dass sie ordnungsgemäß informiert worden sind und vollständige Kenntnis der Tagesordnung der Versammlung besitzen. Auf schriftliche Benachrichtigung kann durch schriftliches Einverständnis verzichtet werden. Das Schriftstück kann im Original, als Telefax, Depesche, Telegramm, Telex oder Email vorgelegt werden kann. Gesonderte schriftliche Benachrichtigungen sind nicht für die Anberaumung von Versammlungen erforderlich, die an Orten und Terminen stattfinden, die auf Grundlage eines im Voraus durch Beschluss des Verwaltungsrats angenommenen Terminplans festgelegt sind.

Alle Mitglieder des Verwaltungsrats können bei den Versammlungen des Verwaltungsrats durch schriftliche Ernennung eines anderen Verwaltungsrats als ihren Vertreter handeln. Das Schriftstück kann im Original, als Telefax, Depesche, Telegramm, Telex oder Email vorgelegt werden kann.

Ein Mitglied des Verwaltungsrats kann ein an der Teilnahme an einer Versammlung des Verwaltungsrats verhindertes Mitglied vertreten, und es muss immer mindestens zwei Mitglieder geben, die entweder persönlich bei einer solchen Versammlung anwesend sind oder einer solchen Versammlung auf dem Wege einer Konferenzschaltung, Videokonferenz oder eines Kommunikationsmittels, das den in dem folgenden Absatz, Teilnahme an Verwaltungsratsversammlungen, dargelegten Erfordernissen entspricht, beiwohnen.

Die Verwaltungsräte können auf dem Wege einer Konferenzschaltung, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln an Versammlungen des Verwaltungsrats teilnehmen, und sie werden so gestellt, als wären sie persönlich bei einer Versammlung anwesend, wobei (i) die Identifizierung der an Versammlung teilnehmenden Verwaltungsräte gegeben ist, (ii) alle an der Versammlung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören und miteinander sprechen können, (iii) die Übertragung der Versammlung auf kontinuierlicher Basis erfolgt und (iv) die Verwaltungsräte sich ordentlich beraten und so mit allen Mitteln an der Versammlung teilnehmen können, als seien sie persönlich bei einer solchen Versammlung anwesend.

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam beraten und handeln, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsräte des Unternehmens bei den Versammlungen des Verwaltungsrats anwesend ist oder vertreten wird. Entscheidungen erfolgen nach Mehrheitsbeschluss der bei solchen Versammlungen anwesenden oder vertretenen Verwaltungsräte. Im Fall einer unentschiedenen Abstimmung hat der Vorsitzende der Versammlung eine entscheidende Stimme.

Unbeschadet des Vorstehenden können Beschlüsse des Verwaltungsrats auch schriftlich angenommen werden. Solche Beschlüsse müssen ein oder mehrere Dokumente umfassen, die die Beschlüsse enthalten, und handschriftlich von jedem der Verwaltungsräte unterzeichnet sind. Das Datum eines solchen Beschlusses ist das Datum der zuletzt geleisteten Unterschrift.

Art. 13. Protokoll über die Verwaltungsratsversammlungen. Die Protokolle der Verwaltungsratsversammlungen sind von dem Vorsitzenden oder dem Mitglied des Verwaltungsrats zu unterzeichnen, der oder das bei der Versammlung den Vorsitz geführt hat und werden am eingetragenen Firmensitz des Unternehmens hinterlegt.

Kopien oder Auszüge aus den Protokollen, die bei Gerichtsverfahren oder zu sonstigen Anlässen vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder zwei beliebigen Mitgliedern des Verwaltungsrats zu unterzeichnen.

Art. 14. Vollmachten des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehende Vollmacht zur Durchführung oder Veranlassung der Durchführung sämtlicher Handlungen hinsichtlich der Verfügung und Verwaltung im Interesse des

Unternehmens, einschließlich der Vollmacht zur Übertragung, Abtretung oder Veräußerung der Vermögenswerte des Unternehmens gemäß dem Verbriefungsgesetz 2004 und der einschlägigen Emissionsunterlagen. Alle Vollmachten, die nicht ausdrücklich durch das Unternehmensgesetz 1915 oder die Artikel über die Hauptversammlungen vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Art. 15. Übertragung der Vollmacht. Der Verwaltungsrat kann eine Person ernennen (délégué à la gestion journalière), bei der es sich um einen Gesellschafter oder ein Mitglied des Verwaltungsrats handeln kann oder nicht, die mit der uneingeschränkten Vollmacht ausgestattet ist, im Namen des Unternehmens in allen Belangen der alltäglichen Geschäftsführung und Angelegenheiten des Unternehmens zu handeln.

Der Verwaltungsrat kann eine Person, bei der es sich um einen Gesellschafter oder ein Mitglied des Verwaltungsrats handeln kann oder nicht, als ständigen Vertreter einer Körperschaft ernennen, bei der das Unternehmen als Mitglied des Verwaltungsrats ernannt ist. Dieser ständige Vertreter handelt nach vollem Ermessen, aber im Namen und auf Rechnung des Unternehmens, und kann das Unternehmen in seiner Eigenschaft als Mitglied des Verwaltungsrats einer solchen Körperschaft verpflichten.

Der Verwaltungsrat ist zudem bevollmächtigt, eine Person, bei der es sich um ein Mitglied des Verwaltungsrats handeln kann oder nicht, zum Zweck der Wahrnehmung bestimmter Funktionen auf jeder Ebene des Unternehmens zu ernennen.

Art. 16. Verbindliche Unterschriften. Das Unternehmen ist gegenüber Dritten in allen Belangen (einschließlich der alltäglichen Geschäftsführung, durch (i) die gemeinsamen Unterschriften von zwei beliebigen Mitgliedern des Verwaltungsrats, oder (ii) die gemeinsamen Unterschriften von zwei Personen oder die Einzelunterschrift der Person, der eine solche Unterschriftsvollmacht durch den Verwaltungsrat wurde, jedoch nur innerhalb der Grenzen einer solchen Bevollmächtigung, bindend verpflichtet.

Art. 17. Interessenkonflikt. Kein Vertrag oder sonstige Rechtsgeschäfte zwischen dem Unternehmen und anderen Unternehmen oder Firmen soll von der Tatsache, dass einer oder mehrere der Verwaltungsräte oder Führungskräfte des Unternehmens an einem solchen anderen Unternehmen oder einer solchen anderen Firma beteiligt, oder ein Verwaltungsrat, ein Teilhaber, eine Führungskraft oder ein Mitarbeiter dieses anderen Unternehmens oder dieser anderen Firma ist, berührt oder entkräftet wird.

Die Verwaltungsräte oder Führungskräfte des Unternehmens, die als Verwaltungsrat, Führungskraft oder Mitarbeiter eines Unternehmens oder einer Firma tätig sind, mit denen das Unternehmen Verträge abschließt oder anderweitig geschäftlich tätig wird, darf nicht einzig auf Grund einer solchen Verbundenheit mit einem anderen Unternehmen oder einer anderen Firma an der Betrachtung und Stimmabgabe oder dem Befassen mit jeglichen Angelegenheiten in Bezug auf solche Verträge oder andere Geschäfte gehindert werden.

Falls einer der Verwaltungsräte des Unternehmens eine direktes persönliches und gegenteiliges Interesse an den Rechtsgeschäften des Unternehmens haben sollte, muss dieser Verwaltungsrat den Verwaltungsrat des Unternehmens über dieses persönliche und gegenteilige Interesse in Kenntnis setzen, und er darf nicht an der Betrachtung oder Stimmabgabe hinsichtlich solcher Rechtsgeschäfte teilnehmen, und die betreffenden Rechtsgeschäfte und das Interesse des Verwaltungsrats daran ist bei der nächsten folgenden Jahreshauptversammlung zu berichten.

Der vorstehende Absatz gilt nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrats, die sich auf Rechtsgeschäfte beziehen, die im gewöhnlichen Betriebsablauf des Unternehmens getätigt und unabhängig eingegangen werden.

Art. 18. Wirtschaftsprüfer. Die Tätigkeiten des Unternehmens werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern (réviseurs d'entreprises agréés) überwacht. Der/Die Wirtschaftsprüfer werden von dem Verwaltungsrat gemäß dem Verbriefungsgesetz 2004 ernannt. Der Verwaltungsrat legt ihre Anzahl, ihre Vergütung und ihre Amtszeit fest.

Art. 19. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr des Unternehmens beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres

Art. 20. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Nettogewinn des Unternehmens werden 5% (fünf Prozent) der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Zuteilung ist nicht länger erforderlich, sobald die gesetzlich vorgeschriebene Rücklage 10% (zehn Prozent) des wie in Artikel 5 oben angegebenen oder mitunter erhöhten oder gesenkten Kapitals des Unternehmens beträgt.

Die Hauptversammlung bestimmt, wie über den übrigen Jahresnettogewinn verfügt werden soll und sie kann nach eigenem Ermessen entscheiden, mitunter Dividenden auszuschütten, und zwar so wie sie es für den Geschäftszweck und die Geschäftspolitik als am besten angemessen erachtet.

Die Dividenden können in Euro oder jeder von dem Verwaltungsrat gewählten anderen Währung ausgeschüttet werden, und sie werden an den von dem Verwaltungsrat festgelegten Orten und Terminen ausgezahlt. Der Verwaltungsrat kann sich für die Auszahlung von Zwischendividenden nach Maßgabe und im Rahmen der in dem Unternehmensgesetz 1915 festgelegten Bestimmungen entscheiden.

Art. 21. Auflösung und Abwicklung. Das Unternehmen kann jederzeit durch einen nach Maßgabe der Bestimmungen für Änderungen an dieser Satzung, wie in Artikel 22 unten dargelegt, gefassten Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden. Im Fall der Auflösung des Unternehmens wird die Abwicklung von einem oder mehreren Abwicklern (bei denen es sich um natürliche Personen oder Körperschaften handeln kann) durchgeführt, die von der Hauptversammlung ernannt

werden, die über die Abwicklung entscheidet. Diese Hauptversammlung bestimmt ebenso die Befugnisse und Vergütung des Abwicklers oder der Abwickler.

Art. 22. Änderungen. Unter der Voraussetzung der Beschlussfähigkeit und des Erfordernisses einer Mehrheit laut Unternehmensgesetz 1915, kann diese Satzung mitunter durch eine außerordentliche Hauptversammlung geändert werden.

Art. 23. Trennung der Vermögenswerte. Wenn ab einem der Zahlungstermine von Anlagevermögen, die sich auf ein Teilvermögen (einschließlich Deckungsgeschäften, die das Unternehmen in Verbindung mit einem Teilvermögen eingegangen ist) beziehen, die Gesamtsumme der Gelder, die in das Anlagevermögen dieses Teilvermögens eingezahlt wurden, die Zahlungen übersteigt, die von der Gesellschaft in dieses Teilvermögen eingezahlt werden müssen, kann der Verwaltungsrat den überschüssigen Betrag zur Begleichung von Forderungen von Gläubigern des Unternehmens, deren Forderungen keinem bestimmten Teilvermögen zugeordnet werden können, einsetzen.

Die einem Teilvermögen zugeordneten Anlagevermögen stehen ausschließlich den (1) Anlegern in dieses Teilvermögen (die Anleger), (2) den Gläubigern, deren Ansprüche in Verbindung mit der Bildung, Verwaltung oder Auflösung des Teilvermögens entstanden sind, und die in den Bestimmungen für die Rangfolge von Zahlungen der entsprechenden Emissionsunterlagen vorgesehen sind (die Transaktionsgläubiger), (3) den Gläubigern, deren Ansprüche in Verbindung mit der Bildung, Verwaltung oder Auflösung des Teilvermögens entstanden sind, und die nicht in den Bestimmungen für die Rangfolge von Zahlungen der entsprechenden Emissionsunterlagen vorgesehen sind (die Gläubiger, deren Ansprüche aus einem bestimmten Teilvermögen entstehen/ Compartment-Specific Claims Creditors und, gemeinsam mit den Transaktionsgläubigern, die Gläubiger) und (4), den Bestimmungen des nächsten Absatzes unterliegend, die Gläubiger, deren Ansprüche nicht in Verbindung mit der Bildung, Verwaltung oder Auflösung eines Teilvermögens entstanden sind und die nicht auf ihr Rückgriffsrecht auf die Vermögenswerte eines Teilvermögens des Unternehmens verzichtet haben (die Gläubiger, deren Ansprüche nicht aus einem bestimmten Teilvermögen entstehen/ Non Compartment-Specific Claims Creditors) zur Verfügung.

Die Rechte der Gläubiger, deren Ansprüche nicht aus einem bestimmten Teilvermögen entstehen (Non Compartment-Specific Claims Creditors), werden allen Teilvermögen von dem Unternehmen halbjährlich im Nachhinein zugeteilt, auf gleicher Basis und zeitanteilig (pro rata temporis) hinsichtlich der Teilvermögen, die innerhalb des Halbjahres gebildet wurden, und in deren Emissionsunterlagen die Gläubiger, deren Ansprüche nicht aus einem bestimmten Teilvermögen entstehen (Non Compartment-Specific Claims Creditors), ausdrücklich zur Ausübung des Rückgriffsrechts auf die einem solchen Teilvermögen zugeordneten Vermögenswerte bevollmächtigt. Dieses Recht der Gläubiger, deren Ansprüche nicht aus einem bestimmten Teilvermögen entstehen, gegenüber einem Teilvermögen werden im Folgenden als Pro-rata-Rechte bezeichnet.

Die Anleger und die Gläubiger erkennen an und akzeptieren, dass sie, sobald alle Vermögenswerte, die dem Teilvermögen zugeordnet worden sind, in das sie investiert haben oder auf Grundlage derer ihre Ansprüche entstanden sind, realisiert sind, keine Berechtigung haben, jegliche weiteren Schritte gegen das Unternehmen einzuleiten, um weitere fälligen Beträge zurückzuerlangen und das Recht auf den Erhalt solcher Beträge erlischt. Alle Gläubiger, deren Ansprüche nicht aus einem bestimmten Teilvermögen entstehen (Non-Compartment-Specific Claims Creditor) erkennen an und akzeptieren, dass sie, sobald alle Vermögenswerte, die einem Teilvermögen zugeordnet sind, an dem sie Pro-rata-Rechte haben, realisiert sind, keine Berechtigung haben, jegliche weiteren Schritte gegen das Unternehmen einzuleiten, um diese Prorata-Rechte zurückzuerlangen, und das Recht auf die Auszahlung von Beträgen in Zusammenhang mit den Pro-rata-Rechten erlischt.

Die Gläubiger, deren Ansprüche aus einem bestimmten Teilvermögen entstehen (Compartment-Specific Claims Creditors) und die Gläubiger, deren Ansprüche nicht aus einem bestimmten Teilvermögen entstehen (Non Compartment-Specific Claims Creditors) akzeptieren ausdrücklich, und werden bei dem Eingehen von Vertragspflichten gegenüber dem Unternehmen so gestellt, als hätten sie dies akzeptiert, dass die Rangfolge der Zahlungen und die Bedingungen des Wasserfall-Prinzips Teil der Emissionsunterlagen bilden, und sie akzeptieren die Folgen der Rangfolge der Zahlungen und der Bedingungen des Wasserfall-Prinzips ausdrücklich und werden so gestellt, als hätten sie diese akzeptiert.

Die Rechte der Gesellschafter des Unternehmens sind auf die Vermögenswerte beschränkt, die nicht einem Teilvermögen zugeteilt sind.

Art. 24. Verbot des Konkursantrags für das Unternehmen und der Pfändung der Vermögenswerte des Unternehmens. Gemäß Artikel 64 des Verbriefungsgesetzes 2004, verpflichten sich sämtliche Anleger, Gläubiger und Gesellschafter des Unternehmens, sowie sämtliche Personen, die ein Vertragsverhältnis mit dem Unternehmen eingegangen sind (der Vertragspartner) (1) keinen Konkursantrag für das Unternehmen zu stellen oder die Eröffnung eines anderen Sammel- oder Sanierungsverfahrens gegen das Unternehmen zu beantragen und (2) keine Vermögenswerte des Unternehmens zu pfänden, und zwar ungeachtet der Tatsache, ob die betreffenden Vermögenswerte (i) zu dem Teilvermögen, in das der Anleger investiert hat, gehören oder ob die Gläubiger oder die Vertragspartei dem Unternehmen gegenüber Vertragsrechte über die Vermögenswerte hat, (ii) oder zu anderen Teilvermögen oder (iii) den Vermögenswerten des Unternehmens gehören, die noch keinem Teilvermögen zugeordnet worden sind (wenn überhaupt) gehören, es sei denn, Gegenteiliges wird ausdrücklich in Schriftform zwischen dem Unternehmen und dem Anleger, Gläubiger oder Vertragspartner vereinbart.

Art. 25. Unterordnung. Ansprüche, die die Gesellschafter des Unternehmens ggf. gegenüber dem Unternehmen (in dieser Eigenschaft) haben, werden den Ansprüchen von jeglichen Gläubigern des Unternehmens (einschließlich der Gläubiger) oder Anleger des Unternehmens (einschließlich der Anleger) untergeordnet.

Die Anleger akzeptieren und erkennen an, dass ihre Rechte an einem Teilvermögen den Rechten anderer Anleger und/oder Gläubiger an demselben Teilvermögen untergeordnet werden können.

Art. 26. Geltendes Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch die hierin enthaltenen Artikel geregelt werden, unterliegen der Maßgabe der in dem Unternehmensgesetz 1915 und dem Verbriefungsgesetz 2004 festgelegten Bestimmungen.

Übergangsregelungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2015.

Die erste Jahreshauptversammlung findet 2016 statt.

Zeichnung

Nach Festlegung der Satzung des Unternehmens erklärt die erschienene Partei hiermit, dass sie 310 (dreihundertzehn) Anteile zeichnet, die das gesamte Aktienkapital des Unternehmens repräsentieren.

Sämtliche dieser Anteile sind von dem Gesellschafter zu 100% (einhundert Prozent) durch Barzahlung voll einbezahlt worden, so dass die von dem Gesellschafter geleistete Summe in Höhe von EUR 31.000 (einunddreißigtausend Euro) dem Unternehmen von nun an frei zur Verfügung steht, was dem Notar gegenüber durch Nachweise belegt wurde.

Abrechnung - Kosten

Der diese Urkunde errichtende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Unternehmensgesetzes 1915 vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind und er deren Erfüllung ausdrücklich bezeugt. Weiter bestätigt der diese Urkunde errichtende Notar, dass die hierin enthaltenen Artikel im Einklang mit den Vorschriften laut Artikel 27 des Unternehmensgesetzes 1915 stehen.

Die Höhe des, zumindest überschlagenen, Betrags an Kosten, Ausgaben, Gehältern oder Gebühren, die dem Unternehmen infolge seiner Gründung auf irgendeine Weise entstanden sind oder in Rechnung gestellt werden, werden auf circa EUR 3.000.- geschätzt.

Gesellschafterbeschlüsse

Die obengenannte Partei, die das gesamte gezeichnete Kapital repräsentiert, hat die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. die Anzahl der Verwaltungsräte wird auf drei (3) Verwaltungsräte festgelegt;
2. die folgenden Personen werden zu Verwaltungsräten ernannt:
 - (a) Herr Marc Kriegsmann, mit beruflicher Anschrift in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach;
 - (b) Herr Horst Baumann, mit beruflicher Anschrift in 9, place de Clairefontaine, L-1341 Luxemburg; und
 - (c) Herr Peter Erich Hein, mit beruflicher Anschrift in 191, Post Road West, USA -CT 06880 Westport, Vereinigte Staaten von Amerika;
3. dass die Amtszeiten der Verwaltungsratsmitglieder nach der Jahreshauptversammlung im Jahr 2021 ablaufen; und
4. dass die Adresse des eingetragenen Firmensitzes des Unternehmens 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, ist.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der obengenannten, erschienenen Partei, in englischer Fassung errichtet wurde, gefolgt von einer deutschen Version. Auf Verlangen der erschienenen Person und für den Fall von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Version, soll die englische Fassung Vorrang haben.

Worüber Urkunden, Aufgenommen in Luxemburg, an dem zu Beginn dieses Dokuments genannten Datum, errichtet.

Das Dokument wurde der erschienenen Person, die dem Notar mit Namen, Familienstand und Wohnanschriften bekannt ist, vorgelesen, die benannte Person unterzeichnete die vorliegende Urkunde zusammen mit dem Notar.

Gezeichnet: C. JUNK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 24 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/19652. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 29. Juni 2015.

Référence de publication: 2015102136/700.

(150112195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Rusar Agro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 144.169.

EXTRAIT

En date du 26 juin 2015, le conseil d'administration de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de Gulcin Tekes en tant qu'administrateur de la société avec effet au 26 juin 2015;
- Nomination de Zuzanna Zielinska-Rousseau, née le 13 août 1977 à Chojnice, Pologne, demeurant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, comme nouvel administrateur de la société avec effet au 26 juin 2015 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2021;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015102592/15.

(150112091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Globant S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 173.727.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle
des actionnaires de la Société tenue en date du 4 mai 2015*

En date du 4 mai 2015, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société a décidé:

- de renouveler le mandat des personnes suivantes avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018:

- * Monsieur Francisco Alvarez-Demalde, administrateur
- * Monsieur Bradford Eric Bernstein, administrateur
- * Monsieur Philip Odeen, administrateur

- de nommer Monsieur David J. Moore, né le 5 juin 1952 à Chicago, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 132 West 31st Street, New York NY 10001 Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouvel administrateur la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018.

Le conseil d'administration de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Marcos Galperin, administrateur
- Monsieur Martin Migoya, administrateur et président
- Monsieur Timothy Mott, administrateur
- Monsieur Martin Gonzalo Umaran, administrateur
- Monsieur Guibert Andres Englebienne, administrateur
- Monsieur Francisco Alvarez-Demalde, administrateur
- Monsieur Bradford Eric Bernstein, administrateur
- Monsieur Mario Vazquez, administrateur
- Monsieur Philip Odeen, administrateur
- Monsieur David J. Moore, administrateur

- de nommer Deloitte Audit, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à l'adresse suivante: 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B67895, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

GLOBALANT S.A.

Signature

Référence de publication: 2015096752/37.

(150107980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.
